

**Audience publique du 29 août 2007**

=====

Recours formé par  
Monsieur **XXX XXX**, XXX  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière de remise d'impôts  
-----

**JUGEMENT**

Vu la requête, inscrite sous le numéro 22308 du rôle, déposée le 18 décembre 2006 au greffe du tribunal administratif par Monsieur XXX XXX, demeurant à L-XXX, dirigée contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 18 septembre 2006 (n° GR 157.2006 du rôle) par laquelle sa demande de remise d'impôt par voie gracieuse a été déclarée tardive ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 mars 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision directoriale déférée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur XXX XXX et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

---

Par courrier du 2 septembre 2006, entré le 8 septembre 2006 auprès de l'administration des Contributions directes, Monsieur XXX XXX introduisit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « directeur », une demande de remise gracieuse de l'impôt pour l'année 2003, au terme de la motivation suivante :

*« En parcourant mon bulletin d'impôt 2003, j'ai constaté que j'ai omis de demander un abattement pour charges en raison d'enfants ne faisant pas partie de mon ménage et éduqués principalement à ma charge (Art. 127bis LIR).*

*En effet, je suis divorcé, père de deux enfants. Lors de notre divorce, mon ex-épouse et moi avons fait inscrire au jugement que nous nous partagerions la garde de nos enfants. Toutefois, nous avons convenu entre nous que nos enfants aurait (sic !) leur*

*résidence auprès d'elle pour quelle puisse percevoir les allocations familiales et bénéficier d'une subvention d'intérêt sur son prêt hypothécaire.*

*Je vous serai très reconnaissant s'il vous était possible de faire recalculer l'impôt dû pour l'année 2003 en tenant compte de ma situation familiale effective.*

*Je vous prie d'agréer, (...) ».*

Par décision du 18 septembre 2006 (n° GR 157.2006 du rôle), le directeur rejeta cette demande de remise gracieuse d'impôts comme tardive aux motifs énoncés comme suit :

*« Vu la demande présentée le 8 septembre 2006 par le sieur XXX XXX, demeurant à L-XXX, ayant pour objet une remise d'impôt par voie gracieuse ;*

*Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996 ;*

*Considérant que la demande tend à un recalcul de l'imposition de l'année 2003 au motif que le requérant a omis de demander un abattement pour charges extraordinaires ;*

*Considérant qu'en vertu du paragraphe 131 AO, sur demande dûment justifiée endéans les délais du paragraphe 153 AO, le directeur de l'administration des contributions directes accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception de l'impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;*

*Considérant qu'aux termes du paragraphe 153 AO, le délai pour l'introduction d'une requête est d'une année civile après que le requérant a eu connaissance des faits sur lesquels il entend fonder sa demande ;*

*En l'espèce, la demande concernant le bulletin d'impôt de l'année 2003 du 17 novembre 2004 se situe en dehors du délai susvisé ;*

*Par ces motifs,*

*Décide :*

*La demande en remise gracieuse est tardive ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 18 décembre 2006, Monsieur XXX XXX a introduit un recours contentieux à l'encontre de cette décision du directeur du 18 septembre 2006.

Dans les hypothèses où le législateur a admis la recevabilité des recours introduits par les justiciables particuliers agissant par eux-mêmes, les termes y visés sont à apprécier dans la mesure du possible de façon à dégager le sens dont l'expression a été souhaitée par son auteur, plutôt que de s'attacher au sens littéral des mots employés, le tout au bénéfice de considérations d'effet utile (cf. trib. adm. 9 février 1999, n° 10771 du rôle, Pas. adm. 2006, V° Impôts, n° 470). En outre, lorsque la requête introductive d'instance omet d'indiquer si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision critiquée, il y a lieu d'admettre que le demandeur a entendu introduire le recours tel que prévu par la loi (cf. trib. adm. 18 janvier 1999, n° 10760, Pas. adm. 2006, V° Impôts, n° 455).

Au vœu des dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts, communément appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « AO », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal est appelé à statuer comme juge du fond sur le recours introduit par un contribuable contre une décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une demande de remise gracieuse d'impôt.

A la lumière de ces considérations, il y a partant lieu de retenir que le recours sous analyse est dirigé contre la décision directoriale précitée du 18 septembre 2006 par laquelle le directeur a rejeté la demande de remise gracieuse du demandeur comme étant tardive et qu'il tend à la réformation de cette décision à travers la demande formulée dans la requête de faire abstraction du délai d'un an pour introduire une demande de remise d'impôts.

Ce recours ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A l'appui de son recours, le demandeur expose que lors de la vérification de son bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2004, il aurait constaté qu'il aurait oublié de demander dans le cadre de sa déclaration de l'impôt sur le revenu pour l'année 2003 l'abattement pour charge d'enfants ne faisant pas partie du ménage, lequel ne lui aurait partant pas été accordé faute par lui d'avoir coché la case correspondante. Il reproche en premier lieu à la décision directoriale déférée de n'avoir jugé que quant à la forme et non quant au fond. Il explique que dans le cadre de son divorce par consentement mutuel, il aurait été convenu que ses filles résident auprès de la mère et il précise que la déclaration de l'impôt sur le revenu pour l'année 2002 aurait été la première déclaration qu'il aurait faite en tant que contribuable « *sans enfants* ». Il estime partant qu'il n'aurait été que naturel que le bureau d'imposition rectifie son omission, dès lors que ce dernier disposait de toutes les informations utiles. Il sollicite partant de faire abstraction du délai d'un an endéans lequel une demande de remise gracieuse d'impôts doit être introduite. Dans ce contexte, il donne encore à considérer que l'administration des Contributions directes disposerait d'un délai de 5 ans pour revenir sur une déclaration d'impôt en soutenant que cela ne serait que justice s'il pouvait disposer du même délai.

Au vœu du paragraphe 131 AO :

*« Sur demande dûment justifiée du contribuable endéans les délais du § 153 AO, le directeur de l'administration des Contributions directes ou son délégué accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable. Sa décision est susceptible d'un recours au tribunal administratif, qui statuera au fond ».*

Le paragraphe 153 AO, auquel renvoie le paragraphe 131 AO dispose que :

*« Wo ausser den Fällen der §§ 151 und 152 Erstattungsansprüche zugelassen sind, erlöschen sie, falls nichts anderes bestimmt ist, wenn sie nicht bis zum Schluss des Jahres geltend gemacht werden, das auf das Jahr folgt, in dem die Ereignisse, die den Anspruch begründen, eingetreten sind ».*

Il se dégage de la disposition légale précitée que les demandes de remise gracieuse doivent être introduites endéans l'année de calendrier qui suit les faits justifiant la remise d'impôts.

En l'espèce, il appert que le demandeur demande à bénéficier par voie gracieuse moyennant un recalcul de l'impôt sur le revenu 2003, de l'abattement pour charge d'enfants ne faisant pas partie du ménage que le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2003 ne lui a pas accordé faute de demande en ce sens dans la déclaration d'impôts afférente.

Ce bulletin d'impôt ayant été émis le 17 novembre 2004, il s'ensuit que, conformément au paragraphe 153 AO précité, le délai pour introduire la demande de remise d'impôt par voie gracieuse a expiré le 31 décembre 2005.

Or, il ressort des éléments non contestés du dossier fiscal que la demande de remise gracieuse du 2 septembre 2006 est entrée auprès de la direction des Contributions directes en date du 8 septembre 2006, partant en dehors du délai prévu.

C'est dès lors à bon droit que le directeur a déclaré la demande de remise gracieuse du demandeur tardive.

L'argument du demandeur tiré du délai de prescription de l'impôt est encore à rejeter comme non pertinent, étant donné que le délai de prescription pour l'établissement et le recouvrement de l'impôt direct ne saurait être confondu avec le délai de forclusion pour introduire une demande de remise gracieuse d'un impôt, dont ce n'est pas la légalité qui est contestée mais l'iniquité de l'imposition eu égard à la situation personnelle du demandeur.

Il suit de ce qui précède que le recours est à rejeter comme manquer de fondement.

## **PAR CES MOTIFS**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit le recours en réformation en la forme,

au fond, le déclare non justifié et en déboute,

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

M. Schroeder, premier juge,  
M. Spielmann, premier juge,  
Mme Gillardin, juge,

et lu à l'audience publique du 29 août 2007 par le premier juge Schroeder, en présence de M. May, greffier en chef de la Cour administrative, greffier assumé.

May

Schroeder